



Séance ordinaire du vendredi 21 décembre 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt et un décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Alex LARUE, Hervé MARTIN, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Noël SEGURA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA.

Absents / Excusés :

Jean-Marc ALAUZET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Christophe COUR.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Convention de fonctionnement et de gestion des bâtiments des Salines avec le Conservatoire d'Espaces Naturels Languedoc Roussillon (CEN L-R) - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2018 la compétence gestion des milieux aquatiques et protection contre les inondations (GEMAPI) avec notamment des missions de la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides.

Le syndicat mixte des étangs littoraux (SIEL) ainsi qu'une partie de l'équipe du Conservatoire des Espaces Naturels Languedoc-Roussillon (CEN L-R) attachée à la gestion des sites du Conservatoire du littoral ou agissant sur le territoire de la Métropole, occupent à ce jour le site des Salines de Villeneuve-lès-Maguelone. Le SIEL assurait jusque-là l'entretien et la maintenance des bâtiments par voie de convention signée avec le CEN L-R.

Dans la perspective de la dissolution du syndicat au 31 décembre 2018, et du départ de son personnel vers d'autres structures, il est proposé une nouvelle convention fixant les responsabilités et les modalités d'intervention sur les bâtiments des Salines de Villeneuve, entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CEN L-R à compter du 1^{er} janvier 2019.

Cette convention s'inscrit dans la démarche de coopération avec le Conservatoire du Littoral, traduite dans la convention-cadre délibérée au Conseil de Métropole du 26 avril 2018. Le Conservatoire du littoral confie à la Métropole, la gestion des sites naturels protégés situés sur son territoire de compétence notamment les Salines et l'Etang de Vic. Une convention particulière interviendra ultérieurement pour en préciser les modalités, et notamment la répartition des rôles entre les autres co-gestionnaires de ce site que sont le CEN L-R et Sète Agglopôle Méditerranée.

A compter du 1^{er} janvier 2019, la convention autorise l'occupation des bâtiments par les équipes du CEN L-R, permettant ainsi le maintien d'activités sur le site des Salines. Une partie des locaux continuera à pouvoir être utilisée par la Métropole, notamment par des agents de la direction de l'eau et de l'assainissement.

La Métropole sera en charge de l'entretien courant des bâtiments : prise en charge des fluides y compris de l'eau potable et des eaux usées, des dispositifs anti-intrusions et surveillance associée, du nettoyage des locaux, de la plomberie et l'électricité, d'un appui technique sur la gestion des bâtiments...

Le CEN L-R assurera la surveillance globale du site, l'accueil du public sur le site et dans les bâtiments, la mise à disposition d'une photocopieuse à ses personnels et ceux de la Métropole.

La répartition des coûts inhérents à ces charges respectives sera précisée par la convention de gestion conclue prochainement avec le Conservatoire du littoral, le CEN L-R, Sète Agglopôle Méditerranée et la Métropole.

Cette convention sera d'une durée de 3 ans renouvelable par tacite reconduction une fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de fonctionnement et de gestion des bâtiments des Salines entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon ;
- dire que les crédits nécessaires au respect de ses engagements par la Métropole sont inscrits au budget principal, chapitre 937 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 28/12/18

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 28 décembre 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20181221-66465A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/01/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.